

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

CABINET

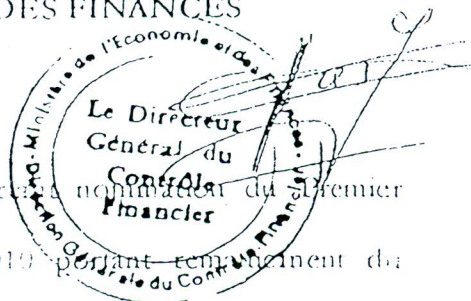
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Arrêté n°2010 454 /MEF/CAB
portant adoption du référentiel des délais de passation
des marchés publics et des délégations de service public

*Visa CF N° 03026
27 - 12 - 2010*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

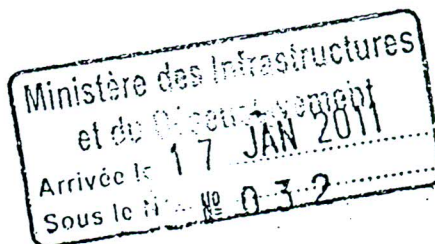


- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n°2010-105/PRES/PM du 12 mars 2010 portant remaniement du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2008-154/PRES/PM/MEF du 02 avril 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu la Loi n°06-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu le Décret n°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu le Décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public au Burkina Faso ;
- Vu L'arrêté n°2010-0207/MEF/SG/DGTCP/PG du 04 juin 2010 portant création d'un Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de service public (CODEP-MP) ;

ARRETE

ARTICLE 1: Il est adopté le référentiel des délais de passation des marchés publics et des délégations de service public dont le document est ci-joint.

Le référentiel constitue un outil de travail de tous les acteurs qui doivent s'y référer afin de bien mener leurs activités dans les délais.



Arrêtés

ARTICLE 2 : Les délais de référence sont des délais jugés suffisants pour un acteur de l'Administration publique ou privée afin d'accomplir une étape ou une opération donnée dans le processus de passation de la commande publique.

Ils peuvent être différents des délais réglementaires dans les cas où ceux-ci ne sont pas impératifs mais constituent une limite maximale à l'intérieur de laquelle une opération ou une étape doit se faire.

ARTICLE 3 : Les délais de référence sont définis pour chaque procédure de passation des marchés publics et des délégations de service public.

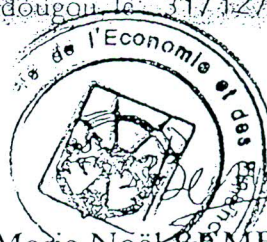
ARTICLE 4 : Tous les acteurs de la commande publique doivent veiller au respect des délais de référence qui constituent des critères d'évaluation de leur performance.

ARTICLE 5 : La mise en œuvre et le suivi du référentiel des délais de passation des marchés publics et des délégations de service public sera assurée par le Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de service public (CODEP-MP).

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, Président du CODEP-MP, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet pour compter du 1^{er} janvier 2011 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 31/12/2010

Ouagadougou, le 31/12/2010



Lucien Marie Noël BEMBAMBA
Officier de l'Ordre National

Ampliations :

MEF/CAB	1
MEF/SG	1
Tous Ministères et Institutions	45
DGB	4
DGCF	5
IGF	1
DGMP	2
DGTCP	7
DGSI	2
SP/PPF	1
DGI	2
DGD	2
DGCOOP	2
SP/ARMP	2
DELF	1
JO	1